

Transfert des migrants

Trop chères les commissions!

• **Le coût des transactions le plus élevé au monde en Afrique**

• **Manque d'infrastructures bancaires et insuffisance des données**

C'EST par la mobilisation des transferts d'argent des émigrants que le 9e forum pour le développement de l'Afrique qui se poursuit à Marrakech jusqu'au 16 octobre a démarré ses travaux. Plusieurs chefs d'Etat prennent part à cette conférence, dont le président de la République de Côte d'Ivoire, Alassane Ouattara qui est arrivé dimanche à Marrakech.

A la recherche de fonds pour poursuivre son développement durable, le continent se doit de mobiliser ses ressources intérieures d'abord. Les transferts des émigrants sont pour l'ensemble des pays africains une source importante de devises. Ces derniers ont quadruplé entre 1990 et 2010 pour atteindre près de 40 milliards de dollars. En 2012, ils ont atteint 62 milliards de dollars, d'après la commission économique des NU pour l'Afrique. Le Nigéria et l'Egypte figurent parmi les premiers pays à avoir mobilisés ces transferts, suivis du Maroc. Mais attention, cette manne n'est pas une source intarissable. Un grand nombre de défis sont à relever, selon Abdalla Hamdak, secrétaire exécutif de la commission économique des Nations Unies, à com-



Le 9e forum pour le développement en Afrique accueille un millier de participants, dont des ministres de plusieurs Etats africains. Ci-dessus, Anis Birou, ministre en charge des Marocains résidant à l'étranger, qui a présenté la stratégie marocaine pour la mobilisation des transferts des émigrés (Ph. Mokhtari)

mencer par ceux liés aux infrastructures bancaires et financière en vue de faciliter les transferts et de les canaliser. Il faudra aussi plancher sur l'insuffisance des données. Enfin, le troisième défi a trait au coût des transferts. A 12% de frais par transaction, l'Afrique demeure le continent le plus cher pour l'envoi d'argent. Si ces frais sont ramenés vers 5% -objectif fixé par le Groupe des 20- cela permettrait d'épargner 4 milliards de dollars par an.

Cela dit, le vrai challenge est celui d'orienter les transferts vers les investissements plutôt que la consommation. Pour Anis Birou, ministre chargé des

Marocains résidant à l'étranger, au-delà des difficultés techniques, il faut une prise

de conscience globale. «Le migrant n'est plus simplement un pourvoyeur de fonds, mais un acteur dans le développement et l'essor du pays d'origine», estime le ministre. «Les Marocains à l'étranger sont issus de la 3e génération qui doit être intéressée par l'évolution économique du pays, en fonction de ses aptitudes», insiste-t-il. Le Maroc a ainsi créé un fonds de la promotion des investissements des Marocains résidant à l'étranger «MDM Invest» où l'état soutient les projets portés par les MRE à hauteur de 10%, avec un plafond de 5 millions de DH.

Le ton est donc donné pour ce 9e forum onusien pour l'Afrique qui devra décortiquer les modes de financement novateurs pour la transformation en Afrique, surtout que le continent accuse un déficit de liquidités de 31 milliards de dollars par an. □

B.B

Pour réagir à cet article:
courrier@leconomiste.com

R O Y A U M E D U M A R O C

SaïdiaMed 

AVIS D'APPEL D'OFFRES

BEACH HOTEL 5* et VILLAGE DE
VACANCE TOURISTIQUE